

MÉMOIRE PRÉSENTÉ

PAR

MARTHE DAIGLE PRÉSIDENTE

UNION CITOYENNE PAYSANNE

À LA

COMMISSION SUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE ET DE  
L'AGROALIMENTAIRE QUÉBÉCOIS

Monsieur le président  
Madame et Monsieur les commissaires,

Plusieurs s'interrogent quant à l'existence d'un groupement de citoyens à l'intérieur d'un syndicat, je leur répondrai que dans notre cas, le groupement de citoyens est l'embryon de l'Union paysanne. C'est suite à un premier colloque **REPENSER L'AGRICULTURE** organisé par les groupes **RESPIRES ET SAUVER LES CAMPAGNES** tenu à Sainte-Croix de Lotbinière les 28 et 29 avril 2001 que nous sommes venus à la conclusion qu'il y avait nécessité d'avoir un deuxième syndicat agricole. Je joins à notre mémoire trois copies du Cahier du participant, à sa lecture, vous comprendrez que la préoccupation de l'avenir de l'agriculture pour les citoyens ne date pas d'aujourd'hui.

Je vais vous lire l'entrée en matière de notre Cahier du participant ce qui résume très bien ce qui nous préoccupait à l'époque et que nous avons répété sur toutes les tribunes possibles et qui, à ce jour, n'a toujours pas été entendu.

### Repenser l'agriculture

Déjà 2001; la campagne se vide de ses habitants, même les agriculteurs quittent le territoire. Les consommateurs contemplant avec méfiance le contenu de leur assiette; la qualité de l'eau potable suscite l'inquiétude. Nitrates, phosphates, bactéries, hormones de croissance et antibiotiques s'accumulent à tous les niveaux. Les usines de production alimentaire remplacent les fermes familiales traditionnelles. Des centaines de municipalités sont aux prises avec des projets industriels agricoles et des rejets dépassant la capacité de support des sols. Et que dire de l'acceptation sociale alors qu'on observe un tollé de protestations soulevées par les citoyens qui tentent de réagir face à ces intrus qui s'imposent. Le rêve du modèle agricole industriel serait-il en train de virer au cauchemar? Est-ce le genre d'agriculture que nous voulons léguer à nos enfants? Depuis le temps

qu'on nous vante les mérites de l'agriculture biologique, lui avons-nous laissé une chance de s'établir?

Mais ce développement est-il le fruit du pur hasard, le résultat des forces naturelles du marché et de la libre concurrence? Ou est-ce la conséquence logique d'un ensemble de décisions politiques forçant la concentration des entreprises à tous les niveaux, la disparition du credo (Small si beautiful). Pour survivre dans le contexte actuel, n'y a-t-il que le modèle agricole industriel?

Beaucoup de questions soulevées. Ce débat jusqu'ici réservé aux experts a démontré une chose de façon claire : la nécessité de donner au simple citoyen une chance de s'exprimer. L'agriculture concerne tout le monde, en ville comme à la campagne. Tout le monde respire, boit et mange. Tout le monde a son mot à dire. Ce colloque se veut une tribune de discussion, une véritable concertation avec tous les intéressés.

Après avoir observé le pillage de la forêt, de la mer, des mines, voici maintenant le tour de la zone verte. Une après l'autre, toutes les ressources de notre société passent sous le rouleau compresseur de l'industrialisation.

Ces propos vous choquent ou vous semblent familiers? Vous avez des réponses à proposer? Vous avez droit au chapitre.

Comme vous pouvez le constater nous, les citoyens, avons sonné l'alarme depuis longtemps et plus personne n'a le droit de remettre en question notre implication dans l'avenir de l'agriculture.

Nous croyons que nous devons revenir à la première raison d'être de l'agriculture, soit nourrir sa famille, ses concitoyens et sa population frontalière. Nous ne croyons pas qu'il est du devoir de nos agriculteurs et encore moins à nos gouvernements de subvenir aux besoins alimentaires de la population mondiale.

Pour y arriver, nous devons faire un virage complet, nous devons favoriser, valoriser et subventionner la production biologique, la petite ferme diversifiée et la relève. Nous devons également encourager les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Où allons-nous prendre les ressources pour faire tout cela? En cessant de subventionner

l'industrialisation et du même coup, nous allons repeupler nos régions. Nous ne voulons pas empêcher le producteur qui rêve de s'industrialiser de le faire, mais nous ne voulons pas l'encourager. Il devra le faire à ses propres risques.

Pour ce qui est de la gestion de l'offre et des quotas qui s'y rattachent, nous sommes convaincus que le principe est bon, mais la valeur qu'on lui a donnée au fil des ans aura été la responsable des difficultés de la relève. Je ne connais aucune relève dans aucun domaine qui doit posséder une somme d'un demi million de dollars pour démarrer son entreprise. Nous constatons malheureusement que certains producteurs préfèrent se garantir une belle retraite que de transférer aux descendants.

Nous ne pouvons passer sous silence notre malaise face à la Financière Agricole, un organisme gouvernemental sous le joug du Syndicat de l'U.P.A.. Comment peut-on être à la fois le prêteur et le défenseur?. Nous y voyons là un grave conflit d'intérêts.

Nous devons poursuivre la sensibilisation, l'éducation des consommateurs, mais d'un autre côté nous devons permettre aux producteurs de vendre leur production à la ferme et cela pour toutes les productions. De cette façon nous éviterons des pénalités ou du gaspillage par les producteurs comme en production laitière, lorsqu'il y a dépassement des quotas. S'il leur était permis de vendre leurs surplus transformés en fromage, ce serait une grosse amélioration et une nouvelle source de revenu pour ceux-ci.

Dans le système actuel, nous voyons toujours des barrières s'élever contre celui qui veut innover et améliorer sa condition financière. Son propre syndicat va même jusqu'à le poursuivre. Nous en avons eu l'exemple avec la vente de sirop d'érable. Nous n'avons pas toutes les solutions, mais nous sommes d'avis qu'un ménage doit être fait, que les ministères de l'environnement et de l'agriculture doivent reprendre les rennes et ne plus se laisser dicter leur conduite.

Grâce à la magie d'internet, j'ai écouté la présentation du mémoire de la ferme Maraichère Norvie inc. Mercredi le 14 février 2007, vous aviez là un bel exemple, qu'il y a possibilité de bien vivre en agriculture, si l'on sait bien administrer et si l'on ne se laisse pas embarquer dans le rouage de la production industrielle. J'étais également présente à la table ronde du jeudi

23 février 2007, j'ai beaucoup apprécié les témoignages mais celui que j'ai apprécié le plus était celui de Monsieur Marquis Fournier de l'assistance qui nous racontait comment il s'était sorti de l'engrenage de l'endettement pour grossir, comment il pouvait maintenant vivre heureux de la pratique de son métier.

Je constate également que la manie de toujours demander de l'aide gouvernementale et de ne jamais commencer par chercher soi même la solution était toujours présente, nous avons la preuve avec la Ferme Maraichère Norvie inc et Monsieur Marquis Fournier que c'est possible.

Je veux également vous parler de la relève, vous trouverez en annexe une copie d'un article de la Terre de chez-nous du 31 août 2006 Démarrage de fermes laitières. La Fédération prête 10 kilos aux jeunes volontaires. Il est stipulé parmi les critères que pour avoir droit au prêt de ces kilos, le futur producteur de lait doit obtenir un fort appui de son milieu. Il doit notamment détenir une résolution favorable du syndicat des producteurs de lait de la région où il s'établit. Il doit aussi démontrer qu'il a obtenu un soutien suffisant de producteurs de lait de sa région (dons d'animaux ou d'équipements laitiers, par exemple), de fournisseurs (vétérinaires, banquiers, etc.) ainsi que d'autres intervenants comme des municipalités ou des organismes de développement. Est-ce que la pratique de notre agriculture serait devenue une chasse gardée. Ce qu'on dit : oui mais pas dans ma cour, tout comme on le reproche aux citoyens lorsqu'il s'agit de production porcine. D'ailleurs, nous voulons préciser, qu'en production porcine nous demandons une méthode différente de production et non son extermination.

Un commentaire en terminant : je constate que l'agriculture est un métier que l'on ne peut pratiquer uniquement par amour, le système fait en sorte que tu risques à tout moment d'être poursuivi par le syndicat, si on te prend à vendre tes surplus de récolte hors de la mise en marché.

En conclusion, nous vous avons énuméré ce que nous avons observé et ce que nous souhaitons, c'est la pluralité syndicale avec un droit de choix, la valorisation de la pratique agricole respectueuse de l'environnement, la valorisation de la petite ferme, l'autorisation de vente de produits à la ferme, la liberté d'adhésion à la mise en marché, l'aide pour la relève, l'aide et la valorisation de l'agriculture biologique et la revitalisation de nos milieux agricoles.

Je vous remercie d'avoir donné aux citoyens la place qui leur revient, merci de nous avoir écoutés et je souhaite pour vous et pour nous que votre rapport ne termine pas sa vie sur une tablette.

Marthe Daigle, présidente  
UNION CITOYENNE PAYSANNE